



U
NION

G
ENERALE DES

E
TUDIANTS DE

N
ICE

18.

inform

----- EDITO -----

A dans de l'an 2000, la formation représente un des principaux enjeux auquel est confrontée notre société. Conscient de cela, chaque étudiant a la volonté d'avoir accès à une formation de qualité.

A l'heure où M Jospin met en place son projet, la question qui nous est posée et de savoir si celui-ci répond à cette légitime aspiration des étudiants. A l'évidence, la réponse est non.

A la nécessité d'accéder à l'enseignement supérieur et à la recherche, on répond par la suppression de ce qui a toujours fait la richesse de l'université: le lien très étroit entre l'enseignement et la recherche.

A la nécessité d'aider les étudiants venant des milieux sociaux les plus défavorisés, on répond en supprimant la raison d'être du CROUS.

Dans ce contexte d'aggravation constant du vécu quotidien des étudiants, il y a nécessité de se rassembler pour nous défendre. Alors que les examens s'annoncent dramatiques, "numéris clausus oblige" dixit Jospin; que la rentrée 90 sera catastrophique, il y a urgence à réagir.

Les 28, 29, 30 avril et 1^{er} mai, l'UNEF tient son congrès à Toulouse. Au-delà du mouvement important que cela représente dans la vie de notre organisation, ce congrès marquera une étape importante dans notre riposte contre la casse de l'université.

Le président,
Pierre Chaillan.

IMPORTANT =

- Lundi 23 Avril = Réunion de l'association de Lettres
13h au local 71 -
- Mardi 24 Avril = Réunion de l'assos. de sciences.
12h30 Local au dessus du foyer
- Mercredi 25 Avril = Réunion des élus de l'USEN-UNEF
18h - Local de sciences
- Jeudi 26 Avril = Soirée Etudiante du Panthéon
22h.

BILAN DE LA TRESORERIE DE L'A.G.E.

Le bilan que nous pouvons faire de notre activité pour l'année écoulée ne peut s'avérer que négatif:

- TRES PEU DE cotisations ont été versées, cette année. On est passé de 35% de cotisants en 88 - 89 à 20% en 89 - 90.

- Les photocopieuses, indispensables pour le tirage de tracts ou de journaux ne tournent plus en raison de dettes impayées.

- Les collectes que nous avons réalisées depuis le début de l'année soit en amphi soit lors de manifestations sont très faibles par rapport à l'année dernière. Egalement, les soirées que nous avons organisé sur la fac ont très peu marché.

- Les engagements avec le bureau national n'ont pas été remplis (c'est à dire le versement de 25Fr sur chaque nouvelle adhésion réalisée, les versements mensuels de 300Fr et le paiement des guides (5000Fr) et autres matériels (autocollants, badges, campus, affiches, tracts...).

De fait, nous avons toute l'année été limités dans nos activités par carence financière. Difficulté pour acheter du matériel courant, tirer journaux, tracts, participer régulièrement aux réunions du bureau national, aux collectifs...

Cette situation tient d'une part au fait que nos associations sont moins structurées que l'année dernière. Elles ne possèdent pas toujours un trésorier pour proposer, impulser et populariser des initiatives. Et d'autre part au recul de l'implication d'une majorité d'adhérents dans la lutte financière. La question du financement comme étant indispensable à l'UNEF a été fortement occultée. Le peu de cotisations versées en est tout à fait révélateur.

Mais il faut tout de même rappeler que l'UGEN -UNEF, malgré ces difficultés, a participé à une conférence nationale en novembre à Paris, aux élections universitaires avec un matériel de grande qualité (spécial UGEN INFORM), sorti de nombreux tracts d'information sur le plan jospin, la contractualisation et durant la bataille sur le collectif budgétaire en décembre.

D'une façon générale, il apparaît que la question financière constitue un frein à notre activité. Alors que nos activités devraient motiver nos initiatives financières, notre trésorerie devient juge de ce que nous pouvons faire ou non. Et cela parce que nous ne nous donnons plus les moyens de nos ambitions syndicales.

C'est pour cela que lors du dernier collectif de l'UGEN - UNEF nous avons particulièrement axé notre discussion sur la trésorerie et la préparation du 74° congrès de l'UNEF qui aura lieu du 28 avril au 1° mai à toulouse.

BILAN FINANCIER POUR L'ANNEE 89 - 90

RECETTES		RECETTES	
SECTEUR INFORMATION	10 000	COTISATIONS	3 000
- Tracts		COLLECTES	6 000
- 4 pages		SOIREES	4 000
- Affiches		VERSEMENT IND.	1 500
FONCTIONNEMENT	9 000	Participation	4 500
- Deplacements		personnelle de certains	
- Courrier		adhérents pour palier aux	
- Téléphone		manques de la trésorerie.	
- Matos			
VERSEMENT TRESORERIE	10 000		
NATIONALE			
- % cotisations			
- versement mensuel			
- Guide national			
- materiel divers			
TOTAL	29 000	TOTAL	19 000

Comme tu peux le voir le bilan est négatif. Outre les raisons qui ont déjà été exposées, il faut aussi souligner le fait que l'UNEF ne dispose d'aucune subventions de la part du conseil général et du conseil régional. Des demandes de subventions ont été faites pour l'année 89 - 90, auxquelles le Conseil Général a répondu "en raison du nombre croissant de demandes qui nous sont parvenues et des lourdes charges qui grèvent actuellement le budget départemental, nous n'avons pu retenir votre demande". Ces mêmes raisons ne l'ont pourtant pas empêché d'allouer plusieurs milliers de francs à l'U.N.I. Cela se passe de commentaire.

Tu peux donc mesurer à quel point les cotisations et les collectes auprès des étudiants nous sont vital. Ce sont nos seules sources de financement. C'est pour cela qu'il est impératif que tous les adhérents s'impliquent dans la bataille financière, surtout en vue de la préparation du 74° congrès. Dans cet objectif, le dernier collectif a pris les mesures suivantes:

- Organisation d'une soirée au PANTHEERA.
- Collectes dans les amphis dès la rentrée, avec les bons et les autocollants sur le congrès.
- Vente de muguet pour le 1° mai

...

C'est dans ce sens que tu trouveras ci - joint une planche de bons de collectes qu'il te suffira de vendre autour de toi et surtout dans ton amphi. L'argent ainsi récolté devra être remis à un des responsables de ton association ou envoyer à l'adresse suivante:

Nadia Povic: ch du mascon St antoine ginestière Nice 06 200

SONDAGE PARU DANS "LIBERATION" LE 13 FEVRIER

QUELQUES COMMENTAIRES

Question: Dans vos conditions d'études actuelles, y a-t-il des choses qui vous paraissent insupportables?

	%
Les cours et travaux dirigés surchargés	32
L'état des locaux universitaires	28
L'accueil dans les services administratifs	27
La qualité des enseignements	17
L'accès aux stages d'entreprise	14
Les relations avec les enseignants	14
Le nombre insuffisant d'heures de cours et de travaux dirigés	9
Rien	22
Sans opinion	3

Le total des pourcentages est supérieur à 100, les personnes interrogées ayant pu donner plusieurs réponses.

Pour beaucoup d'étudiants, les conditions matérielles dans lesquelles ont lieu leurs études sont primordiales, même la qualité des enseignements est considérée comme ayant moins d'importance. La Contractualisation qui est une réforme à but "essentiellement pédagogique" montre clairement que Mr. le Ministre n'a pas plus envie de discuter des vrais problèmes avec nous que ses illustres prédécesseurs.

Question: Pour obtenir une amélioration de vos conditions d'études, êtes-vous prêt à:

%	Oui	Non	Sans opinion	Total
Signer une pétition	77	19	4	100
Participer à des manifestations de protestation	48	46	6	100
Faire grève	35	58	7	100
Occuper votre faculté	36	56	8	100

Rappelons qu'il a fallu des grèves et des manifs nationales pour obtenir les 500 misérables millions du plan Jospin et que les étudiants de Tolbiac ont pu par ce recours obtenir la construction d'un R.U qu'ils attendaient depuis des années. Des pétitions auraient-elles permis d'en arriver là ?

Question: La sélection à l'entrée de l'Université est-elle selon vous tout à fait souhaitable, plutôt souhaitable, plutôt pas souhaitable ou pas souhaitable du tout?

	%
Tout à fait souhaitable	14
Plutôt souhaitable	37
Plutôt pas souhaitable	29
Pas souhaitable du tout	27
Sans opinion	2
Total	100

La sélection à l'entrée, voilà qui est facile à souhaiter quand on est déjà à l'intérieur ! Visiblement, l'idée d'un enseignement gratuit et accessible à tous est dans le collimateur. Normal, elle soulève tellement de problèmes...

Question: Si une sélection était instaurée à l'entrée de l'Université, quelle méthode vous semblerait la meilleure ou en tout cas la moins mauvaise?

	%
Sur dossier suivi d'un entretien	62
Sur concours	15
Sur mention au baccalauréat	3
Aucune de celles-ci	18
Sans réponse	2
Total	100

La forme importe peu, on en revient à la "motivation" de l'étudiant. Mais peut-être que l'enseignement au lycée y est pour quelque chose... Pourquoi dans ce cas se contenter de ressortir les numéris clausus, les notes éliminatoires afin de les généraliser ? C'est pour mieux gaspiller de l'argent dans le surarmement mon enfant !

Vous savez qu'à l'heure actuelle les droits d'inscription à l'Université s'élèvent à 450 francs par an. Pour améliorer les conditions d'études à l'Université, estimez-vous qu'il serait acceptable de les faire passer à 1000 francs?

Question:

	%
Tout à fait acceptable	9
Plutôt acceptable	22
Plutôt pas acceptable	21
Pas acceptable du tout	46
Sans opinion	2
Total	100

Rassurez-vous, l'année prochaine nos droits d'inscription n'augmenteront que de 25 F ; bien entendu notre effort se poursuivra l'année suivante... pour le reste, on pourra toujours supplier les collectivités locales. Et l'Etat dans tout ça !! Pardon ?? Quel Etat ?

Question:

En matière de délivrance de diplômes universitaires, quelle est votre préférence?

	Des diplômes nationaux maintenant l'égalité entre les universités	Des diplômes spécifiques par Université correspondant à la valeur de chacune	Sans opinion
Sur l'ensemble de la France	76	22	2
● SELON LA REGION			
Région parisienne	66	32	2
Province	81	17	2

Grâce aux collectivités locales, la notion de "valeur spécifique de chaque Université" a de beaux jours à vivre. Recevons des sous les Universités qui sont situées dans des régions "riches" et qui formeront aux "métiers d'avenir" Quant aux autres... "Voyons, bien sûr vous comprenez qu'il est impossible de demander des sous à des collectivités qui n'en ont pas. Et puis de toute manière, elles ne financeraient que des formations d'élite, et par définition, l'élite ne concerne pas tout le monde".

Question:

Quand avez-vous choisi la filière universitaire que vous suivez à l'heure actuelle?

	%
En classe de seconde ou avant	12
En classe de première	6
En terminale	41
Au moment de passer le baccalauréat	8
Au moment même de m'inscrire à l'université	13
Après avoir abandonné une autre filière universitaire	10
Après avoir abandonné une autre filière non-universitaire	8
Sans réponse	2
Total	100

Lorsqu'un étudiant sur trois ne choisit son orientation qu'après le bac, on ne peut constater une fois de plus qu'il ne sert plus à grand-chose. Mais miracle, la mise en place d'un DEUG "à la carte" comprenant de la culture générale et de la pré-professionnalisation permettra aux futurs étudiants d'obtenir après le bac ce qu'ils auraient du obtenir avant. La dévalorisation des diplômes ? quelle dévalorisation ?

En conclusion, je dirai que certains feraient mieux de s'intéresser aux méthodes et aux conceptions curieuses des hauts responsables de notre Etat et de notre service public au lieu de concocter des sondages bidons qui n'abordent à aucun moment la situation des boursiers, des salariés, des résidents en Cité U, des étudiants étrangers.

Il aura fallu un sondage publié dans "Le Monde" du 8 février pour savoir que 62 % des étudiants restent attachés à un Enseignement Supérieur accessible à tous.

Personne n'a osé aborder le fait que la gratuité de cet enseignement supérieur n'était que théorique ; depuis le Ministre a ordonné l'augmentation des droits d'inscription pour l'année prochaine et il a lancé les emprunts bancaires dans l'aide sociale étudiante, là non plus personne n'a bronché, curieux n'est-ce pas ?

Aldo PAPPACODA

AIDE SOCIALE ?..

La très grande majorité des enfants de cadres moyens et supérieurs poursuivent des études. En conséquence, l'augmentation du nombre d'étudiants implique l'arrivée à l'Université de plus d'enfants de familles "modestes". Aujourd'hui seuls 8 % d'étudiants ont des parents ouvriers, leur situation financière est bien souvent précaire, peu d'entre eux peuvent bénéficier d'un soutien familial sur le plan financier et comme tout le monde ils aspirent à mener une vie indépendante. Bien souvent, ce manque de moyens est un obstacle à leur entrée à l'Université, ce sont des principales causes d'échec et d'abandon pour ces étudiants.

Remédier à une telle situation de discrimination et d'exclusion implique :

- l'augmentation du montant des bourses,
- l'accroissement du nombre de boursiers,
- la mensualisation des bourses,
- la construction importante de chambres universitaires et de nouvelles Cités.

L'enseignement supérieur relève du service public et doit demeurer accessible à tous et libre de toute influence privée ou semi-privée, en conséquence, seul l'Etat doit en avoir la charge et ne peut remplir ses responsabilités que par l'intermédiaire du doublement du budget de l'enseignement supérieur.

Considérons les Cités Universitaires : leur dégradation est reconnue par tous et sur Nice, 3000 étudiants attendent une chambre en Cité ; c'est une situation intolérable lorsqu'on sait que notre CROUS est un des seuls qui soit bénéficiaire.

Son Directeur Monsieur AUGIER n'envisage pas de construction avec l'aide de l'état, il se rabat donc sur les offices H.L.M et les collectivités locales... Peut-être auront nous de nouvelles chambres mais à quel prix ? 1000, 1200, voire 1500 francs par mois comme cela s'est déjà vu ?

Il en va de même pour le R.U que personne n'apprécie vraiment mais où l'on hésite pas à déclarer que l'existence de rampes "de luxe" prouve que les étudiants sont prêts à payer plus cher pour manger décemment...

Alors que beaucoup d'étudiants sont déjà dans une situation financière délicate, au lieu de leur permettre par l'aide sociale de poursuivre leurs études, on augmente le coût de celles-ci et l'on généralise les prêts étudiants en guise de secours. Plutôt que de tomber dans des solutions "miracles" trop souvent démagogiques il nous faut continuer à nous battre pour obtenir le réengagement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur, seul garant d'une plus grande justice et d'un service public de qualité

Antoine ARENAS

CONGRES D'A.G.E DE L'U.G.E.N - U.N.E.F

LES 7 ET 8 AVRIL 1990.

Après avoir dressé un bilan de nos activités depuis le dernier congrès et réfléchi sur les moyens de faire progresser notre action, nous en sommes venus rapidement à un débat de fond, autour de la lecture et l'amendement du projet de résolution, que tu as reçu dans le dernier UGEN INFORM.

Une trentaine d'adhérents ont participé aux travaux de ce congrès, durant lequel de nombreux points ont retenu notre attention (Elections universitaires, rôle des élus, étudiants étrangers, solidarité internationale, notre démarche liée à la stratégie de rassemblement...) et où nous avons tenu à réaffirmer certains de nos objectifs.

Les projets gouvernementaux ne contribuent qu'à aggraver la situation universitaire. Ils ne résolvent en rien les problèmes que les étudiants rencontrent actuellement autant au niveau de la formation que de l'aide sociale et vont à l'encontre de leurs aspirations.

Qu'il s'agisse du plan Jospin, de la réforme de l'aide sociale, de la contractualisation avec la réforme des premiers cycles notamment, l'objectif est de faire entrer le privé dans la gestion, de la vie universitaire, de renforcer la sélection, de faire payer les étudiants. Et cela avec pour seule perspective, l'europe de 92: la création d'une part d'une élite, et de l'autre d'une masse d'étudiants sous-formés voués à des situations précaires.

Ces solutions sont présentées comme les seules capables de résoudre les manques de moyens reconnus par tous, mais les étudiants sont - ils dupes ?

Le mécontentement à la fac est bien présent et, quand on leur en a fourni l'occasion les étudiants n'hésitent pas à s'exprimer. Ce fut le cas dans les derniers mouvements avec des initiatives particulières, qui permettaient à tous de se rassembler, tout en poursuivant leurs cours.

Face au désir de s'informer et de réagir des étudiants, l'UNEF est tout indispensable. Nous devons être présents dans toutes les sections, pour parer à tous les mauvais coups et oeuvrer pour un rassemblement de tous ceux qui veulent défendre leurs droits, réfléchir et agir ensemble.

Pour cela l'UNEF doit s'organiser de manière à être la plus efficace possible. Nos associations doivent vivre pleinement, être le lieu de débats et d'initiatives. Chaque adhérent doit y trouver sa place en fonction de ses préoccupations et motivations.

Nos élus doivent non seulement remplir un rôle d'information, mais aussi proposer des initiatives; en bref, participer à la vie de leur association.

Les attaques que nous subissons sont encore plus intenses pour les étudiants étrangers. Nous devons exiger l'égalité des droits entre étudiants français et étrangers.

Ce congrès s'est donc déroulé sous le signe de la riposte.

- Riposte aux coups portés, aux injustices que rencontrent tous les jours les étudiants.

- Riposte aux attaques portées à leur formation, à leurs études et enfin à l'université de service public.

L'U.G.E.N - U.N.E.F appelle tous les étudiants à se rassembler, à s'organiser pour se défendre lorsque le plan Jospin remet en cause la valeur nationale des diplômes, favorise la privatisation, renforce l'injustice sociale et développe la sélection. Personne n'avait osé porter des attaques aussi graves depuis le projet Devaquet.

Les étudiants ont besoin d'autre chose. Face à l'augmentation des effectifs, il faut moderniser les formations. Pour cela le gouvernement doit dégager des moyens: le budget de l'enseignement supérieur doit être doublé.

L'U.G.E.N - U.N.E.F déclare que rien n'est joué. Ceux qui décident sont quelques - uns; nous, étudiants, sommes plus d'un million.

D'autre part, le congrès a élu la nouvelle direction de l'U.G.E.N - U.N.E.F:

COLLECTIF:

BUREAU D'A.G.E.:

ARENAS ANTOINE
KARINE CAVAZZOCCA
NADIA POVIC
LENIK LEMAIGNAN
VALERIE BAYAMONYE
ALDO PAPPACODA
CHRISTOPHE RICCERCHI
MARIE CLAIRE DAMBRY
OLIVIER BRIARD
FABRICE PEUGH
REGIS FERRACCI
STEPHANE POULET
CAROLE BORCHIPELLINI
MARC MONTICELLI
PIERRE CHAILLAN
FATIMA AKEB
KHALID ELGOENNOUNI
AHMED
ERIC DEVOLDER
CHRISTOPHE MEAUVILLAIN
FRANCK DURAND
ROBERT INJEY
CAROLINE LEDROLE

PRESIDENT:
SECRETAIRE ORGA
TRESORIER
RESP ELUS
RESP INFO
RESP DROIT
RESP UEREPS

PIERRE CHAILLAN
NADIA POVIC
STEPHANE POULET
FATIMA AKEB
ALDO PAPPACODA
ANTOINE ARENAS
CHRISTOPHE MEAUVILLAIN

COMMISSION TRESORERIE:

ROBERT INJEY
VALERIE BAYAMONTE
LENIK LEMAIGNAN
PIERRE CHAILLAN

* le collectif est l'organe décisionnel et regroupe des élus, des responsables d'association et des adhérents participants activement à la vie de l'UNEF.

Le bureau d'A.G.E. a la responsabilité de donner aux associations les moyens de concrétiser les décisions prises par le collectif.

- Lenick Le Maignan de Kerangat -

Bon de
Soutien

74° CONGRES DE L'UNEF

" Gagnons une Université
de la Réussite pour tous "



Nom: 20
50
100
...

Je verse: 20
 50
 100
 ...

TOULOUSE
28 - 1er Mai 1990

Nom:

20
50
100
...

Bon de
Soutien

74° CONGRES DE L'UNEF.

" Gagnons une Université
de la Réussite pour tous "



Je verse: 20
 50
 100
 ...

TOULOUSE
28 Avril - 1er Mai 90

Bon de
Soutien

74° CONGRES DE L'UNEF.

" Gagnons une Université
de la Réussite pour tous "



Nom: 20
50
100
...

Je verse: 20
 50
 100
 ...

Toulouse
28 - 1er Mai 1990

Nom:

20
50
100
...

Bon de
Soutien

74° CONGRES DE L'UNEF.

" Gagnons une Université
de la Réussite pour tous "



Je verse: 20
 50
 100
 ...

TOULOUSE
28 Avril - 1er Mai 1990

Bon de
Soutien

74° CONGRES DE L'UNEF

" Gagnons une Université
de la Réussite pour tous "



Nom: 20
50
100
...

Je verse: 20
 50
 100
 ...

TOULOUSE
28 Avril - 1er Mai 1990

Bon de
Soutien

74° CONGRES DE L'UNEF.

" Gagnons une Université
de la Réussite pour tous "



Je verse: 20
 50
 100
 ...

TOULOUSE
28 Avril
- 1er Mai 1990